

# Perspectives

N°21/047 – 17 février 2021

## MOYEN-ORIENT & AFRIQUE DU NORD

### Chute de l'épargne dans les pays les plus fragiles

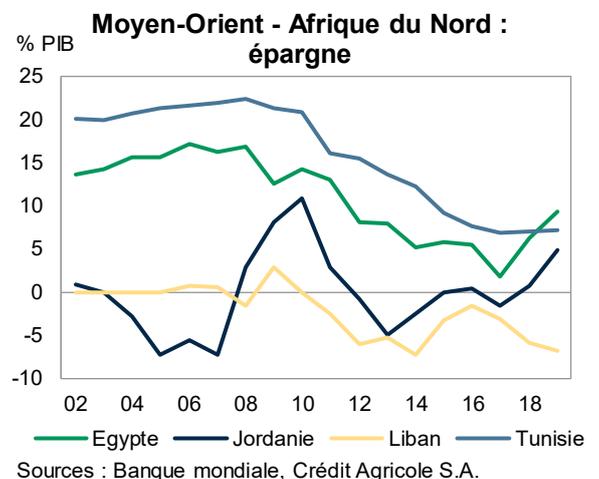
La Banque mondiale publie chaque année des statistiques d'épargne brute domestique par pays (c'est-à-dire le PIB, la richesse nationale produite dans l'année moins la consommation totale). Qu'elle soit celle des ménages, des entreprises ou de l'État, l'épargne mesure le taux de croissance de la productivité et celle des revenus, elle est par ailleurs corrélée au taux d'investissement. La principale source d'épargne est généralement celle des ménages, sauf dans les pays rentiers, producteurs de matière première comme le pétrole, où c'est souvent l'État qui est le principal épargnant.

Calculée en pourcentage du PIB, cette statistique est souvent peu étudiée, voire commentée. Elle illustre pourtant la paupérisation éventuelle des populations, lorsque l'épargne chute.

**Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le taux d'épargne moyen des pays pétroliers s'établit à 39% du PIB, un taux très supérieur aux pays d'Europe (qui oscille entre 15% et 25% selon les pays) et un peu supérieur à celui de la Russie (32%).** Une exception dans ce panorama plutôt favorable, l'Irak a vu son épargne chuter en dix ans de 52% à 14% du PIB en 2019, compte tenu des conflits internes qui déchirent le pays.

**Pour les pays non pétroliers, Israël et le Maroc ont des taux d'épargne de 23% du PIB, très stables depuis de nombreuses années et dans la moyenne mondiale.** Ces taux témoignent d'une capacité correcte d'investissement et d'une politique monétaire stable, où l'épargnant peut orienter ses stratégies à moyen et long termes.

**En revanche, quatre pays de la région ont un taux d'épargne très bas, voire négatif : la Tunisie, l'Égypte, la Jordanie et le Liban.** Pour les deux premiers (Tunisie et Égypte), le taux a beaucoup chuté depuis les révolutions de 2011 et les perturbations politiques et économiques qui ont suivi. Cette baisse illustre la paupérisation des populations qui n'arrivent plus à épargner, compte tenu du chômage ou qui surconsomme dans la crainte d'une dépréciation monétaire à venir. C'est notamment le cas en Égypte, où ce taux se redresse après la forte dévaluation de la livre en 2017. En Tunisie, ce serait plutôt la hausse du secteur informel au détriment du secteur formel qui expliquerait la chute récente de l'épargne et également, compte tenu d'une inflation assez forte, un refuge vers le secteur immobilier. Les taux d'épargne respectifs de 7% et 9% du PIB fin 2019 restent manifestement très insuffisants pour réduire la pauvreté et pouvoir envisager un développement économique serein à moyen terme. La Jordanie et le Liban ont eu des taux d'épargne négatifs pendant de nombreuses années et sont clairement fragilisés par la situation actuelle.



✓ **Notre opinion** – Alors que l'Égypte et la Jordanie semblent prendre un chemin de redressement un peu poussif avec des taux d'épargne qui remontent un peu, mais restent très en deçà des normes pour des pays en développement où un taux de minimum 20% serait convenable, les inquiétudes restent fortes sur la Tunisie et le Liban. Dans ces deux pays, l'explosion du chômage va contribuer à paupériser les populations les plus fragiles et tant les entreprises que l'État surendetté ne peuvent servir de relais à la chute constatée depuis une dizaine d'années. L'épargne est un élément essentiel à la reprise économique et, de plus, conditionne la stabilité des comptes externes. Les pays en manque d'épargne sont donc fragilisés dans leur capacité de rebondir après cette crise qui les touche particulièrement.

[Article publié le 12 février 2021 dans notre hebdomadaire Monde – L'actualité de la semaine](#)

### Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
15/02/2021	<a href="#">Royaume-Uni – Flash PIB : une croissance plus forte que prévu au T4 en partie grâce au Brexit</a>	Royaume-Uni
15/02/2021	<a href="#">Zone euro – "Whatever it takes", "quoi qu'il en coûte", ou l'action collective sur les anticipations</a>	UE
12/02/2021	<a href="#">Monde – L'actualité de la semaine</a>	Monde
11/02/2021	<a href="#">ECO Tour 2021</a>	Industrie & services
10/02/2021	<a href="#">Barre au centre : le laboratoire italien, avant-poste du recul de l'antisystème en Europe ?</a>	UE
10/02/2021	<a href="#">Hongrie – La stratégie d'un pays qui souhaite devenir incontournable</a>	PECO
09/02/2021	<a href="#">Dettes publique et externe : le Tchad et l'Éthiopie ouvrent le bal des demandes de restructuration</a>	Afrique
08/02/2021	<a href="#">Italie – Mario Draghi, l'homme providentiel européen, sera-t-il celui de l'Italie ?</a>	Italie
05/02/2021	<a href="#">Monde – L'actualité de la semaine</a>	Monde
05/02/2021	<a href="#">Zone euro – Conjoncture Flash PIB : repli contenu du PIB au T4 2020</a>	UE
03/02/2021	<a href="#">Italie – Conjoncture flash : recul modéré du PIB au T4</a>	Italie
03/02/2021	<a href="#">La promesse d'une sidérurgie verte</a>	Mines & métaux
03/02/2021	<a href="#">Asie du Sud-est – La reprise épidémique menace la trajectoire de reprise de certains pays</a>	Asie

#### Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

**Directeur de la Publication** : Isabelle Job-Bazille

**Rédacteur en chef** : Armelle Sarda

**Documentation** : Dominique Petit – **Statistiques** : Robin Mourier

**Secrétariat de rédaction** : Fabienne Pesty

Contact : [publication.eco@credit-agricole-sa.fr](mailto:publication.eco@credit-agricole-sa.fr)

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

**Internet** : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

**iPad** : application **Études ECO** disponible sur App store

**Android** : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.